



Discours de l'Union du président James Monroe au Congrès des États-Unis (extrait)

Sénat des Etats-Unis, Wahington D.C.

2 décembre 1823

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des représentants,

[Après avoir parlé des relations avec la Grande-Bretagne et la France, ...]

Sur la proposition du Gouvernement impérial de Russie, transmise par le ministre de l'Empereur ici accrédité, les pleins pouvoirs et des instructions ont été envoyés au ministre des États-Unis à Saint-Pétersbourg, pour régler à l'amiable les droits respectifs et les intérêts respectifs des deux nations sur la côte nord-ouest de notre continent. Une proposition analogue a été faite par Sa Majesté impériale au Gouvernement de Grande-Bretagne qui y a accédé. Le Gouvernement des États-Unis a voulu montrer, par ce procédé amical, combien il attache de prix à l'amitié de l'empereur de Russie, et combien il désire de rester en bonne intelligence avec son gouvernement. Dans les discussions auxquelles a donné lieu cette négociation, et lors des arrangements qui l'ont terminée, on a jugé l'occasion favorable pour faire reconnaître comme un principe auquel sont liés les droits et intérêts des États-Unis, que les continents américains, d'après l'état de liberté et d'indépendance qu'ils ont acquis et dans lequel ils se sont maintenus, ne peuvent plus être considérés à l'avenir comme susceptibles d'être colonisés par aucune puissance européenne.

[Le président aborde différentes questions de politique étrangère, puis de politique intérieure, avant de se prononcer en faveur de l'indépendance de la Grèce et de revenir à la politique des puissances européennes...]

Il a été dit, au commencement de la dernière session, que l'Espagne et le Portugal faisaient de grands efforts pour améliorer le sort du peuple de ces pays, et que cette noble tâche paraissait conduite avec une modération extraordinaire. Il est à peu près superflu de remarquer que le résultat a été fort différent de ce qu'on espérait alors. Nous avons toujours suivi avec curiosité et intérêt les événements qui ont lieu dans cette partie du globe avec laquelle nous avons tant de relations, et à laquelle nous devons notre origine. Les citoyens des États-Unis sont animés des sentiments les plus amicaux pour la liberté et du bonheur de leurs frères de l'autre côté de l'Atlantique. Nous ne nous sommes jamais mêlés dans les guerres des puissances européennes pour des affaires les concernant ; telle est notre politique. Ce n'est que lorsqu'on attaque, ou qu'on menace sérieusement nos droits, que nous nous regardons comme offensés ou que nous faisons des préparatifs pour notre défense.

Les événements de cet hémisphère nous touchent nécessairement de plus près ; le motif en est bien clair pour tout observateur impartial et informé. Le système politique des puissances alliées est essentiellement différent à cet égard du système politique de l'Amérique. Cette différence vient de celle qui existe entre leurs gouvernements respectifs et notre gouvernement. C'est à la défense de notre gouvernement, conquis au prix de tant de sang et de ressources, mûri par la sagesse de nos citoyens les plus éclairés, et sous lequel nous avons joui d'une félicité sans exemple, que toute la nation est dévouée.

Nous devons cependant à la bonne foi et aux relations amicales qui existent entre les puissances alliées et les États-Unis, de déclarer que nous considérerions toute tentative de leur part pour étendre leur système à quelque partie de cet hémisphère, comme dangereuse pour notre tranquillité et notre sécurité. Quant aux colonies existantes ou dépendances des puissances européennes, nous ne sommes pas intervenus et n'interviendrons pas dans leurs affaires. Mais, quant aux gouvernements qui ont déclaré leur indépendance, qui l'ont maintenue, et dont nous avons reconnu l'indépendance, après sérieux examen, et sur des justes principes, nous ne

pourrions voir l'intervention d'une puissance européenne quelconque dans le but de les opprimer ou de contrarier d'une manière quelconque leur destinée, que comme la manifestation d'une disposition inamicale à l'égard des États-Unis. Dans la guerre entre ces nouveaux gouvernements et l'Espagne, nous avons déclaré notre neutralité à l'époque de leur reconnaissance, et nous y sommes restés fidèles ; nous continuerons d'y rester fidèles, pourvu qu'il n'y ait pas de changement qui, du jugement des autorités compétentes de notre gouvernement nécessite aussi de notre part un changement indispensable à leur propre sécurité.

Les derniers événements en Espagne et au Portugal montrent que l'Europe est encore troublée. La preuve la plus forte de ce fait important, c'est que les puissances alliées ont jugé convenable, d'après des principes qu'elles ont adoptés, d'intervenir par la force dans les troubles de l'Espagne. Jusqu'où peut s'étendre une telle intervention, d'après le même principe ? C'est là une question à laquelle sont intéressées toutes les puissances indépendantes dont les gouvernements diffèrent de ceux des puissances alliées, et aucun n'y est plus intéressé que les États-Unis. La politique que nous avons adoptée à l'égard de l'Europe, dès le début des guerres qui ont si longtemps agité cette partie du globe, est toujours restée la même, elle consiste à ne jamais nous interposer dans les affaires intérieures d'aucune des puissances de cette partie de la Terre ; à considérer le gouvernement « de facto » comme le gouvernement légitime à nos yeux ; à établir avec ce gouvernement des relations amicales, et à les conserver par une politique franche, ferme et courageuse, en admettant, en toute circonstance, les justes réclamations de toutes les puissance, mais en ne souffrant les injures d'aucune. Il est impossible que les puissances alliées étendent leur système politique à une partie de ce continent, sans mettre en danger notre paix et notre bonheur ; et aucune d'entre elles ne peut croire que nos frères [d'Amérique] du Sud, s'ils le pouvaient, l'adopteraient de leur propre gré. Il nous serait donc également impossible de rester spectateur indifférent de cette intervention, sous quelque forme qu'elle eût lieu. A présent, si nous considérons la force et les ressources de l'Espagne et celles des nouveaux gouvernements de l'Amérique, ainsi que la distance qui les sépare, il est évident que l'Espagne ne pourra jamais parvenir à les soumettre. La véritable politique des États-Unis est donc toujours de laisser les parties à elles-mêmes, dans l'espoir que les autres puissances adopteront la même attitude.

[...suit un vibrant éloge du système politique américain.]

5410
ATZ N RDE DOL...
P 10 2
1750

MAD-RIVER COURANT---Extra.

(PRESIDENT'S MESSAGE—CONCLUDED.)

The act of Congress of the seventh of May, one thousand eight hundred and twenty two, appropriated the sum of twenty two thousand seven hundred dollars for the purpose of erecting two piers as a shelter for vessels from ice, near Cape Henlopen, Delaware Bay. To effect the object of the act, the officers of the Board of Engineers, with Commodore Bambridge, were directed to prepare plans and estimates of piers sufficient to answer the purpose intended by the act. It appears by their report, which accompanies the documents from the War Department, that the appropriation is not adequate to the purpose intended; and, as the piers would be of great service, both to the navigation of the Delaware Bay, and the protection of vessels on the adjacent parts of the coast, I submit for the consideration of Congress whether additional and sufficient appropriation should not be made.

The Board of Engineers were also directed to examine and survey the entrance of the harbor of the port of Presque Isle, in Pennsylvania, in order to make an estimate of the expense of removing the obstructions to the entrance, with a plan of the best mode of effecting the same, under the appropriation for that purpose, by act of Congress, passed third March last. The report of the Board accompanies the papers from the War Department, and is submitted for the consideration of Congress.

A strong hope has been long entertained, founded on the heroic struggle of the Greeks, that they would succeed in their contest, and resume their equal station among the nations of the earth. It is believed that the whole civilized world takes a deep interest in their welfare. Although no power has declared in their favor, yet none, according to our information, has taken part against them. Their cause and their name have protected them from dangers, which might, ere this, have overwhelmed any other people. The ordinary calculations of interest, and of acquisition, with a view to aggrandizement, which mingle so much in the transactions of nations, seem to have had no effect in regard to them. From the facts which have come to our knowledge, there is good cause to believe that their enemy has lost forever all dominion over them; that Greece will become again an independent nation. That she may obtain that rank, is the object of our most ardent wishes.

It was stated at the commencement of the last session, that a great effort was then making in Spain and Portugal, to improve the condition of the people of those countries, and that it appeared to be conducted with extraordinary moderation. It need scarcely be remarked, that the result has been, so far, very different from what was then anticipated. Of events in that quarter of the globe, with which we have so much intercourse, and from which we derive our origin, we have always been anxious and interested spectators. The citizens of the United States cherish sentiments the most friendly, in favor of the liberty and happiness of their fellow men on that

side of the Atlantic. In the wars of the European powers, in matters relating to themselves, we have never taken any part, nor does it comport with our policy so to do. It is only when our rights are invaded, or seriously menaced, that we resent injuries, or make preparation for our defence. With the movements in this hemisphere, we are, of necessity, more immediately connected, and by causes which must be obvious to all enlightened and impartial observers. The political system of the allied powers is essentially different, in this respect, from that of America. This difference proceeds from that which exists in their respective governments. And to the defence of our own, which has been achieved by the loss of so much blood and treasure, and matured by the wisdom of their most enlightened citizens, and under which we have enjoyed unexampled felicity, this whole nation is devoted. We owe it, therefore to candor, and to the amicable relations existing between the United States and those powers, to declare, that we should consider any attempt on their part to extend their system to any portion of this hemisphere, as dangerous to our peace and safety. With the existing colonies or dependencies of any European power, we have not interfered, and shall not interfere. But, with the governments who have declared their independence, and maintained it, and whose independence we have, on great consideration, and on just principles, acknowledged, we could not view any interposition for the purpose of oppressing them, or controlling in any other manner, their destiny, by any European power, in any other light than as the manifestation of an unfriendly disposition towards the United States. In the war between these new governments and Spain, we declared our neutrality at the time of their recognition; and to this we have adhered, and shall continue to adhere, provided no change shall occur, which, in the judgment of the competent authorities of this government, shall make a corresponding change on the part of the United States indispensable to their security.

The late events in Spain and Portugal, shew that Europe is still unsettled. Of this important fact, no stronger proof can be adduced than that the allied powers should have thought it proper on any principle satisfactory to themselves, to have interposed, by force, in the internal concerns of Spain. To what extent such interposition may be carried, on the same principle, is a question, in which all independent powers, whose governments differ from theirs, are interested; even those most remote, and surely none more so than the United States. Our policy, in regard to Europe, which was adopted at an early stage of the wars which have so long agitated that quarter of the globe, nevertheless remains the same, which is, not to interfere in the internal concerns of any of its powers; to consider the government *de facto* as the legitimate government for us; to cultivate friendly relations by a frank, firm and manly policy, meeting, in all instances, the just claims of every power; submitting to injuries from none.

But, in regard to these continents, circumstances are eminently and conspicuously different. It is impossible that the allied powers should extend their political system to any portion of either continent, without endangering our peace and happiness; nor can any one believe that our Southern Brethren, if left to themselves, would adopt it of their own accord. It is equally impossible, therefore, that we should behold such interposition in any form, with indifference. If we look to the comparative strength and resources of Spain and those new governments, and their distance from each other, it must be obvious that she can never subdue them. It is still the true policy of the United States, to leave the parties to themselves, in the hope that other powers will pursue the same course.

If we compare the present condition of our Union with its actual state at the close of our Revolution, the history of the world furnishes no example of a progress, in improvement in all the important circumstances which constitute the happiness of a nation, which bears any resemblance to it. At the first epoch, our population did not exceed three millions. By the last census, it amounted to about ten millions, and what is more extraordinary, it is almost altogether native: for the emigration from other countries has been inconsiderable. At the first epoch, half the territory within our acknowledged limits was uninhabited and a wilderness. Since then, new territory has been acquired, of vast extent, comprising within it many rivers, particularly the Mississippi, the navigation of which to the ocean was of the highest importance to the original states. Over this territory our population has expanded in every direction, and new states have been established, almost equal in number to those which formed the first bond of our Union, which have had the happiest effect on all its highest interests. That it has eminently augmented our resources, and added to our strength and respectability as a power, is admitted by all. But, it is not in these important circumstances only, that this happy effect is felt. It is manifest that by enlarging the basis of our system, and increasing the number of States, the system itself has been greatly strengthened in both its branches. Consolidation and disunion have thereby been rendered equally impracticable. Each government, confiding in its own strength, has less to apprehend from the other; and in consequence, each enjoying a greater freedom of action is rendered more efficient for all the purposes for which it was instituted. It is unnecessary to treat, here, of the vast improvement made in the system itself, by the adoption of this constitution, and of its happy effect in elevating the character, and in protecting the rights of the nation, as well as of individuals. To what then do we owe these blessings? It is known to all, that we derive them from the excellence of our institutions. Ought we not then to adopt every measure, which may be necessary to perpetuate them?

JAMES MONROE.

Washington, December 2, 1823.